

DR



Chronique guerrière tournée au pays de la paix du travail

FACE AU JUGE

Scène d'audience réelle du Tribunal des prud'hommes extraite du film de Stéphane Goël. A la fois côte à côte et face à face, les parties adverses s'expliquent devant la Cour, qui tente systématiquement la conciliation avant de donner un verdict où il y aura forcément un perdant et un gagnant.

ÉVÉNEMENT

Pour la première fois en Suisse, un cinéaste a pu filmer des audiences du Tribunal des prud'hommes. Réalisé par Stéphane Goël, ce documentaire révèle les souffrances induites par les conflits entre employés et employeurs.

GEORGES-MARIE BÉCHERRAZ

Suspension d'audience pour se reposer la tête. Conciliabule, chacun dans son coin. «Je la sens mal... Je vais me faire couillonner... Allez, on arrête», murmure à son mandataire le chauffeur-livreur qui réclame quatre mois de salaire après son licenciement immédiat pour alcoolémie. Après un long affrontement, face à l'intransigeance de son ex-patron, il préfère laisser tomber. Retour en silence dans la salle du tribunal. Renoncement dans la douleur, sur fond de colère à peine retenue. Le juge prend note. Le dossier est clos.

La scène illustre l'ordinaire de l'instance judiciaire chargée de régler les conflits entre employés et employeurs. Un ordinaire que le cinéaste vaudois Stéphane Goël a immortalisé sous de multiples facettes, à la manière d'un reportage. Travail de longue haleine. «Une sorte de chronique guerrière au pays de la paix du travail», résume-t-il.

Le film-document a été tourné

au Tribunal des prud'hommes de Lausanne, situé dans le majestueux Palais de Justice de Montbenon. C'est ici, en fin de journée, du lundi au jeudi, à l'heure des nettoyeuses, dans un bâtiment presque désert, où seules les salles du rez-de-chaussée demeurent éclairées, que se nouent ou se dénouent les drames, grands et petits, du monde du travail.

A visage découvert

Les audiences des Prud'hommes sont publiques, mais c'est la première fois en Suisse qu'une équipe de cinéma y est admise.

Avec le consentement de tous les intervenants, bien sûr. Tous ou presque ont accepté d'apparaître à visage découvert. Discrètes, les caméras ont su se faire oublier.

Séquence émotion avec cet employé persuadé d'avoir été licencié parce qu'il a dénoncé son chef qui volait: «L'honnêteté, ça m'a détruit psychologiquement. Je ne demande pas d'argent. Je veux juste retrouver ma place.» Grave divergence: l'employeur affirme que cette dénonciation est intervenue après un entretien d'évaluation qui s'est mal passé. Quitte ou double. Qui est le gentil, qui

est le méchant? Le tribunal tranchera. Il avertira les intéressés par écrit.

L'auteur observe: «Suite à l'affaire Appel au Peuple, au cours de laquelle des citoyens frustrés par des décisions de justice avaient menacé verbalement et physiquement des juges, les instances dirigeantes de la justice vaudoise ont admis la nécessité de s'ouvrir au regard du monde civil.»

Intitulé sobrement *Prud'hommes*, le résultat est saisissant. Une heure vingt-cinq de captation, de *no comment*, où défilent, s'expri-

ment et s'engueulent plus ou moins poliment employés et employeurs. Tous face à une Cour de justice qui fait rarement les gros titres, mais qui témoigne des souffrances et des révoltes qui traversent le monde du travail. ■

Prud'hommes sera projeté en présence de Stéphane Goël lundi 11 octobre à 18 h 30 au Cinéma Pathé Galeries, à Lausanne. Sortie en salles le 13 octobre. Séances et débats thématiques aux Galeries, les dimanches 17, 24 et 31 octobre. Infos sur: www.prudhommes-lefilm.ch

INTERVIEW EXPRESS ÉRIC KALTENRIEDER Président au Tribunal des prud'hommes

«Les gens méconnaissent leurs droits»

Eric Kaltenrieder, avocat, préside depuis plusieurs années des audiences de Prud'hommes, notamment dans le film de Stéphane Goël.

- Qui sont les utilisateurs des Prud'hommes?

- Ce sont presque toujours des employés, et la compétence financière maximale de 30 000 francs pose assez clairement la limite. Les travailleurs de la restauration, de la construction, les professions médicales et les métiers ouvriers sont les plus représentés.

- Quelle est la principale source de conflits?

- Les gens méconnaissent leurs droits. Tant parmi les employés

que les employeurs. Il est certes facile de lire le Code, mais il y a une jurisprudence abondante et la pratique évolue constamment. Ainsi en est-il par exemple du licenciement pour juste motif. Des motifs qui paraissent graves aux yeux de l'employeur ne le sont pas forcément aux yeux du Tribunal fédéral.

- Quelle évolution au fil des ans?

- La justice est plus attentive à la protection de la personnalité de l'employé. Les accusations de mobbing sont plus fréquentes que jadis. Or ici les gens ignorent que le mobbing est non seulement délicat à prouver, mais qu'il doit s'exercer sur la durée pour être véritablement

reconnu. A nous de rendre les plaignants attentifs afin qu'ils ne prennent pas une seconde baffe au jugement.

- La gratuité de l'accès aux Prud'hommes n'engendre-t-elle pas quelques abus?

- Non. Il y a bien sûr des moutons noirs des deux côtés, mais la grande majorité des gens sont honnêtes et éprouvent principalement des problèmes de communication ou de malentendu. D'ailleurs, dans près de trois quarts des affaires, nous parvenons à régler le conflit par une conciliation.

- Systématiquement placées en fin de journée, les audiences ne sont-elles pas pénibles?

- C'est bien sûr la meilleure manière d'éviter aux employés de devoir prendre congé. Mais il est vrai que la fatigue et la nervosité peuvent se faire sentir. Surtout lorsque les audiences se prolongent ou que doivent comparaître comme témoins des membres de la famille. Certaines séances ne se terminent pas avant 22 heures.

- **Quelles sont les affaires les plus difficiles?**

- Les cas de licenciement peuvent être très durs lorsque des salaires n'ont pas été versés. A cause des dommages collatéraux que cela entraîne.



OLIVIER NEJAN

PUBLICITÉ

VENTE AUX ENCHÈRES

+120 AUTOMOBILES DE COLLECTION & SPORT
Exposition: 15-16-17 octobre de 10h à 20h
Vente: dimanche 17 octobre dès 14h
Halle CFF à côté de la gare MORGES
avec et sans prix minimum • échutes 9%
www.classic-cars-discount.ch
☎ 079 660 75 90 ou 078 754 07 15

Une histoire de marins aura fini par provoquer la révolte du Grand Conseil et démontrer son impuissance à se faire entendre de l'exécutif. En exigeant mardi dernier à l'unanimité la rénovation du *Vevey*, les députés se sont mis en colère contre le Conseil d'Etat. Pas sûr que cela suffise à remettre à flot rapidement le navire centenaire de la CGN. Ce n'est pas la première fois que le législatif met la pression pour le sauvetage de la flotte Belle Epoque du Léman, en vain jusqu'à présent.

Le canton compte un seul maître à bord: le Conseil d'Etat.

LA SEMAINE POLITIQUE
MEHDI-STÉPHANE PRIN

Tant pis si la nouvelle Constitution vaudoise proclame que le «Grand Conseil est l'organe suprême du canton», l'exécutif tient fermement la barre. Il ne se préoccupe guère des états d'âme des parlementaires.

Autre exemple, les élus de droite et de gauche multiplient les interventions pour

demandier plus d'argent pour les routes et le rail. Des appels restés jusqu'à présent vains. Le budget 2011 prévoit même légèrement moins d'investissements que celui de l'année en cours. Pis, même si le Grand Conseil décide en décembre prochain de se montrer plus généreux, le gouvernement pourra continuer à n'en faire qu'à sa tête avec ce que Pascal Broulis appelle une «autorisation de dépenser», et non une obligation.

Depuis le début de la législature, les ministres multiplient les marques

d'agacement face au parlement. Ils sont de moins en moins nombreux à aller suivre les débats. Ils n'hésitent plus à se porter pâle lors de la traditionnelle séance des questions orales. Même Philippe Leuba, seul fan du législatif, semble depuis quelque temps se lasser des bavardages de Rumine.

Un autre signe ne trompe pas. Les conseillers d'Etat n'hésitent plus à organiser des conférences de presse le mardi, le jour du Grand Conseil. Une façon d'occuper le terrain médiatique du législatif qui exaspère plus d'un député.

Ce divorce entre les deux autorités politiques du canton s'explique en grande partie par la montée en puissance du gouvernement. Le collége fonctionne bien. Les sept ministres n'ont pas besoin de faire appel aux députés pour trancher leurs conflits. En face, les parlementaires ont parfois tendance à intervenir sur tout et rien, avec des débats tombant au niveau du Café du Commerce. N'empêche, le Grand Conseil est aussi élu par les Vaudois. Le Conseil d'Etat serait bien inspiré de s'en souvenir, surtout en cette période électorale.